

DEUXIEME ANNEE



Fédéchoses - *F007*

N° 7

fédéchoses

POUR LE FEDERALISME



GRECE
ESPAGNE
CHILI

PORTUGAL

TOUS UNIS
CONTRE LE FASCISME

Dessin de Kostas Nitropoulos
Tiré de "l' autre Grèce n°14

LE MOUVEMENT
FEDERALISTE EUROPEEN

POUR QUOI FAIRE?

prix : **3F**

Sommaire

Grèce : le hasard et la nécessité	P. 6
Avril au Portugal	P.13
Espagne, déclaration de T. Galvan	P.15
Chili, "Asinus asinum fricat"	P.16
Le tournant européen du P.C.I.	P.17
Pourquoi Mitterrand	P.24
Le M.F.E., six ans après, les mêmes ambiguïtés	P.31

FEDECHOSES - pour le Fédéralisme.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM

ADRESSE

Somme : (15 F. minimum) par chèque barré au nom

COMITE de REDACTION

JF BILLION

JM DUBOS

Y PAGES

JL PREVEL

B THERY

Secrétariat de
rédaction :

JF RICHARD

Revue fédéraliste
trimestrielle

Imprimerie SYROS
9, rue Borromée
P A R I S - 15°

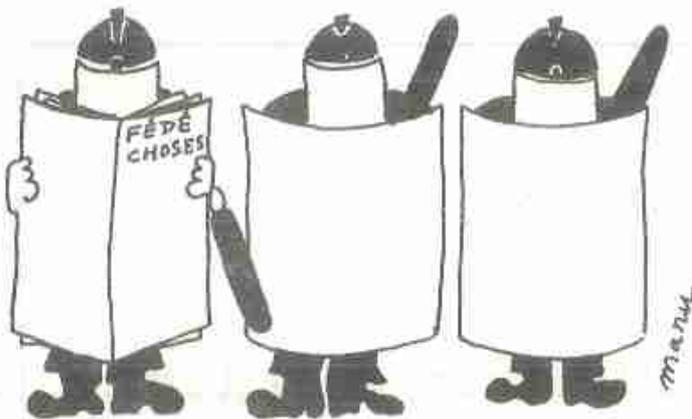
Tout courrier :

J.E.F. (ex-Jeunes du
M.F.E.) :

26, rue Sala
69002 LYON.

Directeur de la
publication :

JL PREVEL



Faites comme
lui
Abonnez-vous

15F (minimum!)

éditorial

LE MOUVEMENT FEDERALISTE EUROPEEN

POUR QUOI FAIRE?

Ce numéro de "Fédéchoses - pour le fédéralisme" est consacré à la résistance au fascisme, à ses victoires ou à ses défaites, passées ou récentes.

Consacré également à l'histoire du fédéralisme européen, à ses origines, à ses contradictions ...

Cette histoire nous enseigne, et avec elle celle de l'Europe de l'après-guerre, que le destin historique des Etats-nations européens est d'être de plus en plus réactionnaires.

Et c'est à la lumière de ces enseignements, considérant la période pré-fasciste dans laquelle se trouve placée l'Europe occidentale toute entière, que nous devons analyser les luttes nécessaires et prioritaires des fédéralistes, les instruments politiques dont ils doivent se doter.

Les fédéralistes doivent être le catalyseur de l'ensemble des forces politiques et sociales démocratiques contre le fascisme, pour la création du rempart fédéral de la démocratie.

TELLE EST AUJOURD'HUI NOTRE TACHE PRIORITAIRE.

C'est seulement en refusant de se laisser enferrer dans la lutte politique nationale que les fédéralistes pourront l'accomplir.

Ce n'est qu'en pratiquant la double opposition, de régime à la droite conservatrice et nationaliste, de communauté à l'Etat national bureaucratique et centralisé, qu'ils pourront maintenir leur autonomie et assumer leur rôle historique.



EDITORIAL

LE M.F.E. POUR QUOI FAIRE ?

Les militants de la J.E.F.-France et l'équipe de Fédéchoses qui ont, à une exception près, refusé de se joindre à la campagne présidentielle de Jean-Claude Sebag l'ont compris. Les militants de la J.E.F.-France et l'équipe de Fédéchoses qui se sont retrouvés, avant le deuxième tour, au "Comité de Soutien des Fédéralistes à François Mitterrand" ont compris que la lutte pour la fédération européenne nécessite "l'union populaire" des libéraux aux communistes.

En France, la lutte pour une Europe fédérale indépendante et démocratique commençait nécessairement par la défaite du candidat de la droite aux élections présidentielles.

En présentant la candidature de Jean-Claude Sebag, le M.F.E. s'est avéré incapable de mener l'opposition de communauté à l'Etat national.

En refusant de rejoindre le camp des forces populaires groupées autour de François Mitterrand, des gaullistes sociaux aux communistes, le M.F.E. s'est avéré incapable de mener l'opposition de régime à la droite nationaliste et réactionnaire ; droite libérale ... mais aussi fascisante.

LE M.F.E. NE MENE PLUS L'OPPOSITION DE COMMUNAUTE,

LE M.F.E. NE MENE PLUS L'OPPOSITION DE REGIME,

les fédéralistes conscients de leur rôle historique, doivent aujourd'hui répondre à la question :

Le M.F.E., section française de l'U.E.F., pour quoi faire ?

Fédéchoses - Pour le fédéralisme
=====

IL MANIFESTO DE VENTOTENE

La stratégie antifasciste des fédéralistes date de la naissance même des mouvements fédéralistes européens.

En juin 1941, les deux premiers théoriciens du Movimento Federalista Europeo, Ernesto Rossi et Altiero Spinelli ont rédigé clandestinement dans l'île de Ventotene où ils étaient déportés pour activités antifascistes, le "Manifeste de Ventotene".

Considérant que le nationalisme est le vice des idéologies traditionnelles et la cause première de corruption de la démocratie,

ils affirment notamment :

"La ligne de démarcation entre les partis progressistes et les partis réactionnaires, ne suit donc plus désormais la ligne formelle du plus ou moins grand degré de socialisme à constituer, mais la ligne essentielle la plus récente qui sépare ceux qui considèrent comme but essentiel de la lutte l'objectif de jadis, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique national, et qui feront involontairement certes, le jeu des forces réactionnaires en laissant se solidifier dans le vieux moule la lave incandescente des passions populaires et réapparaître les anciennes absurdités, et ceux qui considèrent comme tâche principale la création d'un Etat international stable, qui orienteront vers cet objectif les forces populaires et qui, après avoir conquis le pouvoir national, s'en serviront en tout premier lieu comme d'un instrument pour réaliser l'unité internationale".



Photo de 1948.
Rencontre entre l'homme politique italien Luigi Einaudi et les auteurs du Manifeste de Ventotene.

grèce

LE HASARD

&

LA NECESSITE

Il y a tout juste un an, le dictateur Papadopoulos prenait l'initiative de déposer le roi (en exil) Constantin, de proclamer la "République" et se nommer "président" du nouveau régime pour une période de huit ans. Cela s'est passé le 1er juin 1973. Quelques semaines plus tard, la police et l'armée supervisaient un "référendum" portant sur une constitution républicaine et la légalisation de la nomination de Papadopoulos à la tête de l'Etat. Puis, en août, pour inaugurer son "mandat présidentiel", Papadopoulos proclamait une amnistie et annonçait la prochaine formation d'un gouvernement civil chargé de conduire le pays à des élections législatives.

Il s'agissait de l'opération, prévue depuis des années, de la normalisation du régime de dictature militaire : le fond devait rester le même, le pouvoir devait être conservé sans partage par le chef de la Junte du coup d'Etat du 21 avril 1967. Mais la forme de cette dictature militaire et personnelle devait revêtir une tunique constitutionnelle, représentative et légaliste.

Les observateurs avaient pensé à l'époque que cette évolution prouvait la force du régime de Papadopoulos désormais capable d'assumer les risques d'une libéralisation. Ils avaient noté aussi que cette libéralisation était devenue impérative pour des raisons à la fois intérieures et internationales :

- Les raisons intérieures avaient trait à l'évolution de l'opinion publique qui supportait de plus en plus mal - et trouvait le moyen de le faire savoir, y compris dans la rue - l'absence de toute liberté politique, syndicale et d'expression, d'autant que la

situation économique, notamment la hausse déjà forte des prix, aggravait le malaise. Une libéralisation, la libération des prisonniers politiques, la possibilité - restreinte et surveillée étroitement par la police - d'envisager une action politique légale, la promesse d'un recours à des élections, l'élimination de quelques anciens colonels des postes essentiels de l'Etat (en fait, leur remplacement par des hommes dévoués à Papadopoulos), toutes ces mesures, dans l'esprit du chef de la Junte, étaient de nature à détendre l'atmosphère, à éviter ou tout au moins à retarder un orage déjà inscrit dans les faits.

- Les raisons extérieures de l'opération de libéralisation et de politisation du régime (opération qui, en réalité, se résumait au remplacement des képis par des hauts-de-forme, les têtes porteuses restant les mêmes) étaient également importantes, voire impératives. Washington, pour qui la Grèce est une position stratégique essentielle, un territoire à garder même en sacrifiant la liberté de ses habitants, avait intérêt à ce que le régime qui lui garantissait ses bases soit un peu plus présentable, les libéraux américains et les alliés européens des U.S.A. n'étant guère favo-

rables à la brutale dictature des militaires. De plus, les responsables américains voyaient bien - et sans doute mieux que les dirigeants grecs - la dégradation du régime et par conséquent la nécessité d'une évolution de nature à "calmer les esprits", à prolonger les délais et à limiter les conséquences du courant d'hostilité à l'égard des Etats-Unis qui se développait en Grèce, Washington étant, selon l'opinion publique et ses véritables dirigeants politiques, à l'origine du coup d'Etat de 1967 et du maintien au pouvoir de la dictature militaire.

Une opération ratée

On a dit que l'opération "république-libéralisation" avait été conçue par des experts américains et grecs à l'aide d'un grand nombre de données et à la suite de longues études. Cela n'a pas empêché son échec. Les "experts" semblent en effet avoir négligé deux facteurs déterminants : les véritables sentiments de l'opinion publique et les contradictions de Papadopoulos.

Devenu "Président de la République", ce dernier a sans doute estimé que le moment était venu pour lui de nuancer son absolue soumission aux services américains et d'agir en tant que chef d'Etat disposant d'un minimum d'indépendance. Ainsi, au moment de la guerre du Proche-Orient, cédant aux demandes de ses amis les armateurs grecs, fidèles alliés du pouvoir, et soucieux de leurs intérêts dans le monde arabe, il a tenté de limiter l'utilisation des ports et des aérodromes grecs par les Américains dans le cadre de leur aide à l'Etat d'Israël. Cette tentative ayant échoué, ne fût-ce qu'en raison du caractère quasi souverain des installations américaines en Grèce, il a choisi de "fermer les yeux" et de ne pas protester contre le passage, par l'espace aérien grec, des avions soviétiques transportant du matériel destiné aux pays arabes. Il est certain que cette initiative de Papado-

poulos n'a guère été appréciée à Washington. Les Américains l'on dit publiquement. On devait apprendre avant la fin de l'année que pour eux, Papadopoulos était dès ce moment un adversaire à éliminer, d'autant que son échec intérieur ne lui donnait aucune chance politique de survie hors des sentiers d'une répression sans limites.

Quant à l'opinion publique et ses dirigeants, la libéralisation, loin de détendre l'atmosphère, a été le signal d'une offensive pour la démocratie.



Les Américains et Papadopoulos avaient fondé leur opération sur l'idée que le peuple grec, soumis depuis 1967 à l'arbitraire et à la répression, se contenterait de ce qu'on lui offrait; qu'une partie de la population se laisserait même prendre dans les filets jetés par les amis du dictateur et participerait à un mouvement politique destiné à le soutenir; que la grande majorité des hommes politiques accepterait avec soulagement la perspective d'une élection législative et le rôle d'"opposition légale" qui lui serait imparté.

Or, toutes les tentatives de former un mouvement ou un parti du pouvoir ont échoué; la libéralisation, loin de satisfaire les gens, les a conduits à revendiquer la liberté: et

Les hommes politiques n'ont eu qu'une seule hésitation : entre le refus total de participer à d'éventuelles élections pour ne pas légaliser le régime et l'utilisation pratique des quelques possibilités offertes pour organiser la lutte Papadopoulos et son clan.

De plus, le monde politique grec et l'ensemble de l'opinion avaient pris conscience de la nature dangereuse du piège qui leur était posé : si, d'une façon ou d'une autre, Papadopoulos, désigné comme président pour huit ans et disposant de tous les pouvoirs, parvenait à organiser un semblant de Parlement et pouvait prétendre que les partis "nationaux" (les communistes et les socialistes devant, en tout cas être exclus) étaient autorisés, il n'y aurait plus de "problème grec" ni pour la Communauté économique européenne, ni pour les libéraux américains, ni même pour certains conservateurs locaux.

La révolte des jeunes

En novembre 1973, près de quatre mois après le lancement de l'opération "libéralisation", l'impasse était de la sorte totale. Chacun savait alors que tout pouvait se produire sauf l'acceptation par l'opinion et les forces politiques représentatives des perspectives "offertes" par Papadopoulos. La question posée n'était plus de savoir si le régime pouvait évoluer, mais de lutter pour le renverser.

Ce renversement était d'ailleurs en cours : les uns après les autres, les "places fortes" de la dictature tombaient : les syndicats subissaient la pression de la base et leurs dirigeants imposés par la Police politique étaient obligés soit de laisser faire les comités de base élus directement, soit d'obéir aux décisions des assemblées ; les dirigeants des grandes associations professionnelles (avocats, ingénieurs, etc.), tous nommés par les colonels, offraient leur démission ; enfin, à l'Université, en révolte larvée depuis deux ans, les conditions d'un affrontement étaient réunies.

C'est dans ces conditions intérieures et internationales - et également au milieu d'une crise économique grave, conséquence de six années de gestion démagogique et militariste de l'économie - que les étudiants sont passés à l'action vers le 14 novembre.



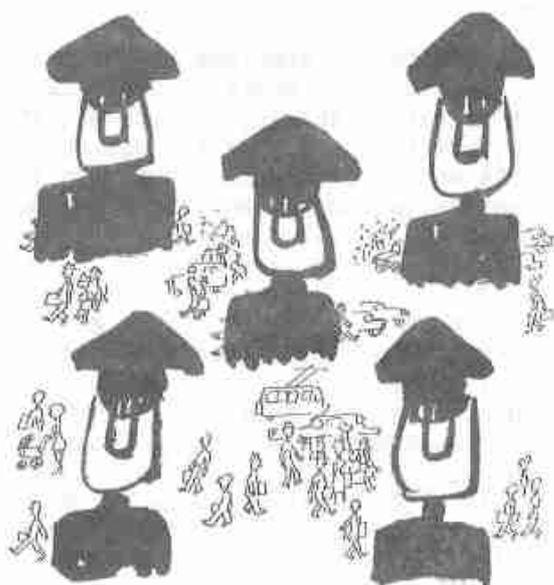
Au début - le premier jour - il s'agissait d'une affaire de "routine" : quelques centaines de jeunes, réunis en assemblée générale dans les locaux de l'Ecole polytechnique, décidaient une grève avec occupation des lieux à la fois pour soutenir leurs revendications et pour protester contre les brutalités policières lors d'une manifestation organisée le 3 novembre à la mémoire du grand leader centriste Georges Papandreou, mort en 1968.

Mais bien vite, le mouvement a pris de l'ampleur, notamment à la suite de la mise en marche d'une station radio appelant la population à manifester et diffusant des slogans et de la musique révolutionnaires. Des milliers d'étudiants se sont joints à leurs camarades, des milliers de jeunes ouvriers et employés aussi. Et, comme si les Athéniens n'attendaient depuis des années que ce signe, c'est une grande partie de la population - plus de 300.000 personnes de tous âges et de toutes conditions qui, dans la soirée du 16 novembre s'est rassemblée autour de l'Ecole polytechnique, avant de manifester dans tout le centre d'Athènes, faisant face victorieusement aux furieux assauts d'une police armée et tirant sans hésitation sur les gens.

Le centre d'Athènes occupé, les autorités débordées, le pouvoir dépassé, c'est dans ces conditions que l'armée est intervenue à son tour, pour mater la révolte. Les blindés et les voitures spéciales de la police militaire ont d'abord pris l'Ecole polytechnique. Puis, le lendemain, la loi martiale étant de nouveau établie, les militaires et la police ont attaqué les manifestants qui poursuivaient la lutte dans le centre de la capitale et dans plusieurs quartiers périphériques. Finalement, deux jours après, l'"ordre" a été rétabli.

Le tournant du 16 novembre

Combien de morts ? Combien de blessés ? Selon les informations les plus dignes de foi, plus de 150 personnes, essentiellement de jeunes étudiants et ouvriers, ont été victimes de la répression. Le nombre des blessés serait d'environ 800. Aucun communiqué officiel n'a admis plus de 12 morts ; l'armée du régime a voulu, par l'artifice de la censure, éviter le fossé de sang qui maintenant la sépare du peuple.



Quelques jours après la répression sanglante de la révolte des jeunes, le 25 novembre, le dictateur Papadopoulos a été chassé du pouvoir par cette même armée qui l'avait soutenu depuis 1967, et qui n'avait pas hésité à frapper fort pour sauver le régime. Par un coup d'Etat militaire rapide, "propre", sans bavures, les dirigeants des forces armées ont imposé une nouvelle équipe gouvernementale et une nouvelle administration. Ils ont affirmé que Papadopoulos et ses amis avaient "trahi" les "idéaux de la révolution nationale du 21 avril 1967" (le coup d'Etat), qu'ils avaient imposé un "régime personnel", qu'il était devenu nécessaire de reprendre le travail pour préparer sérieusement le pays à une vie politique "saine et normale".

Une grande partie de la population a cru alors que les militaires prenaient l'initiative d'une opération devant conduire à une véritable libéralisation. Le choc de la chute de Papadopoulos, l'homme fort et tout-puissant de la Grèce depuis 1967, était tel, que chacun était admis à penser à un véritable changement.

En fait, il s'agissait d'un changement d'hommes et non de régime. D'un changement de style et non de fond.

On a vite compris, en Grèce et dans le monde, que le nouveau régime n'était qu'une version plus dure, plus directe, plus brutale encore de la même dictature militaire, au service d'un même "patron", les Américains.

Dès décembre, les contacts pour l'extension des bases américaines ont repris. Les camps de concentration ont rouvert leurs portes. Les arrestations arbitraires se sont multipliées. Les tortures sont redevenues quotidiennes, représentant une "pratique administrative courante" destinée surtout à terroriser la population.

Le "nouveau régime"

Un général d'active, Ghizikis, a remplacé Papadopoulos à la présidence d'une république qui, officiellement, n'a plus de constitution. Un ancien ministre des finances et de l'intérieur de Papadopoulos, Androutsopoulos, ancien agent de la C.I.A. américaine et membre fidèle du "Club américain d'Athènes" a remplacé à la tête du gouvernement Markézinis, un ancien homme politique qui s'était aventuré dans la dictature. Un gouvernement sans aucun éclat en a remplacé un autre. Quel est le changement ?

C'est dans la réalité de l'exercice du pouvoir que l'on peut le trouver : le véritable "patron" de la Grèce est aujourd'hui un homme dont le nom est prononcé avec terreur, le général de brigade Dimitrios Ioannidis, chef de la police militaire depuis 1967.

Ioannidis détestait Papadopoulos, ses fastes et ses scandales. Homme de l'ombre, il voulait gouverner. Il a su profiter des circonstances, en novembre 1973, pour imposer sa présence effective dans la Junte qui a renversé Papadopoulos. Grâce à sa police militaire, ce tortionnaire que les magistrats de la Commission européenne des droits de l'homme avaient signalé dès 1969, est devenu le personnage N° 1 de la Grèce actuelle.

Ses méthodes sont simples : elles sont celles de la répression et de l'arbitraire le plus total à l'égard des dispositions de la loi martiale. Mais toutefois son pouvoir n'est pas sans limites.

Car une partie des officiers supérieurs de l'armée, de l'aviation et de la marine accepte mal la situation actuelle. Certaines forces semblent travailler pour d'autres solutions. Des solutions "portugaises" ?

— . —
Les illustrations sont tirées des numéros 11-12 et 14 de la revue "l' autre Grèce".

C'est bien sûr l'espoir de la population. Mais les données portugaises et grecques sont différentes. La Grèce n'a pas à supporter une guerre coloniale sans issue, ses officiers n'ont pas la même origine sociale ni la même culture de base que les officiers portugais. Mais ils commencent à se poser des questions sur l'avenir du pays et le leur.

La certitude

Ces questions, dont le caractère angoissant est évident, ont trait plus particulièrement aux moyens qui permettraient, un jour, de libérer la Grèce et les Grecs.

La Grèce, car le problème est aussi national : il concerne l'indépendance du pays, sa possibilité de choisir, selon ses intérêts et ses affinités, ses orientations intérieures et extérieures, bref la possibilité d'être indépendant, ce qui n'est guère le cas aujourd'hui, en dépit de toutes les protestations de Washington.

Les Grecs, car ce peuple dont la culture politique est certaine et la volonté démocratique réelle et profonde, est attaché à ses libertés.

Les données du problème sont simples : on se trouve en Grèce en présence d'une dictature absolue du type militaire, qui refuse de définir ses objectifs et sa politique et qui n'agit que par la répression ; et d'une population dont la quasi totalité est hostile à cette dictature.

A long terme, même en dehors de toute situation d'affrontement, le régime ne saurait survivre dans sa forme actuelle : on ne peut pas conserver longtemps le pouvoir uniquement par des moyens policiers, car l'économie, l'éducation et même la défense exigent une certaine adhésion populaire.

Mais dans l'immédiat, ces moyens, tout en conduisant le pays à une catastrophe nationale sur tous les plans, sont suffisants aux dictateurs. Le principe de Ioannidis et de ses tortionnaires semble être, pour reprendre un mot célèbre, le suivant : peu importe que neuf Grecs sur dix soient hostiles à leur pouvoir lorsque seul le dixième est armé.

Cette réflexion correspond à une certaine réalité. Faut-il en tirer des conclusions tranchées ? il ne le semble pas. En effet, nous l'avons vu, l'armée n'est pas unie, les autres forces répressives se posent également des questions sur l'avenir (c'est le cas notamment de la gendarmerie) et surtout, le fusil, pour être opérant, doit servir une idée politique ce qui, concernant la Junte, n'est pas le cas.

Les divisions de l'armée, l'évolution des esprits en son sein, les difficultés économiques et sociales, la radicalisation de l'opinion peuvent conduire, plus rapidement que prévu - en fait : à tout moment, ce qui ne veut pas dire immédiatement ni même à moyen terme - à des situations nouvelles.

Les incertitudes du régime conduisent ainsi à une certitude, celle de l'absence de tout avenir réel pour la dictature militaire.

L'opposition

Il est évident que l'évolution, lente ou rapide, brutale ou politique, dépend aussi, en grande partie, de l'opposition. Comme dans tous les pays, cette opposition est multiple. Elle est à l'image de la Grèce économique, sociologique, historique. En fait, elle représente la totalité des courants politiques, de la droite à la nouvelle extrême gauche, comme durant l'occupation, en France, la résistance était le fait de tous les courants à l'exception des hommes qui avaient choisi la collaboration.

Cette "opposition" multiple est toutefois unie dans sa totalité face au ré-

gime, même lorsque les perspectives et les objectifs de chacune de ses composantes diffèrent.

A l'exception de la nouvelle extrême gauche et d'une partie de la gauche traditionnelle, toutes les autres forces sont au demeurant d'accord sur les principes fondamentaux qui devraient prévaloir dès qu'il sera question du passage réel de la dictature à la démocratie. De même, la grande majorité des forces politiques accepte, sur le plan extérieur, l'orientation vers l'Europe communautaire.

Toutefois, l'opposition est dépourvue d'un programme, d'un projet précis pour la période transitoire, programme et projet au sens de "contrat public". Sans doute, l'absence d'un tel document qui traduirait dans la pratique l'esprit d'union qui est affirmé dans tous les milieux grecs, constitue un facteur plutôt négatif, notamment pour entreprendre les actions difficiles qui conduiront à la chute de la dictature.



l'autre grèce

revue trimestrielle

adresse:

l'Autre Grèce
B.P. 65-14
75662 PARIS CEDEX 14

abonnement pour 6 numéros:

ordinaire: 20 F.
de soutien: 50 F.
CCP 832-12 Paris

Solidarité

Des causes internes expliquent, et le coup d'Etat de 1967, et le maintien de la dictature au pouvoir. Mais les causes externes de ce coup d'Etat et de ce maintien sont aussi évidentes, sinon plus.

La dictature n'aurait jamais été imposée sans l'aide des Etats-Unis. Elle n'aurait jamais pu survivre sans l'aide américaine et la complicité économique de plusieurs puissances, dont la France et même certains pays de l'Est.



Or, la Grèce et les Grecs, que les principes de la coexistence pacifique isolent dès qu'ils songent à une révolte, alors que l'équilibre européen entre l'Est et l'Ouest leur interdit toute idée de mettre en cause, par des moyens politiques, leur dépendance, ne peuvent finalement compter que sur la solidarité des démocrates européens.

Le Portugal en a fait l'expérience, dans des conditions qui n'honorent pas forcément tous les démocrates libres de notre continent : ces derniers semblent avoir découvert aujourd'hui seulement la liberté portugaise et la passion de ce peuple pour la démocratie après les avoir, pendant des années, ignorées et parfois contestées.

En sera-t-il de même pour la Grèce ?

Richard Someritis

(Richard Someritis est directeur de la publication "ATHENES - PRESSE LIBRE"; il a déjà écrit un article dans le numéro 4 de "Fédéchoses - pour le fédéralisme").

TOUTE LA GRECE

Prix : 6 f.

N° spécial de "ATHENES - PRESSE LIBRE"

- Le Pays
- L'Economie
- La Politique
- Le Régime
- La Répression
- Les Evénements et leurs acteurs.

"ATHENES - PRESSE LIBRE" - Bulletin hebdomadaire,
23, rue Brézin - 75014 PARIS - Tél. : 783.62.59

AVRIL AU PORTUGAL

L'armée prend le pouvoir au Portugal pour le rendre aux civils et mettre un terme à des guerres coloniales durant depuis quatorze longues années. Cette situation originale laisse perplexes tous les observateurs étrangers. Au scepticisme a succédé une curiosité étonnée : "Ce pays n'a pas fini de nous étonner", disait le commentateur d'Europe 1. Y aurait-il donc des armées progressistes ?

Penchons-nous sur la réalité portugaise et essayons de comprendre. La dictature déchue se servait en effet de l'armée, mais ne s'appuyait pas sur elle, ses armes les plus redoutables étaient la PIDE-DGS, police politique omniprésente (on parle de trente mille agents et informateurs) et la censure, appelée examen préalable. N'oublions pas qu'après la tentative de soulèvement et la marche sur Lisbonne du régiment de "Caldas da Rainha" les militaires impliqués n'ont pas été remis aux autorités militaires, mais à la police politique.

C'est cette armée surveillée et à laquelle la dictature n'avait jamais fait entière confiance, qui devait mener une guerre coloniale dont la nature même faisait que la situation se dégradait sur le terrain, alors qu'une presse contrôlée et dirigée par les services de censure présentait la situation sous un jour de plus en plus favorable. Et cependant, les appelés continuaient de faire quatre ans de service militaire, cent mille réfractaires et déserteurs s'installaient à l'étranger, et les mêmes cadres fatigués repartaient régulièrement vers une guerre perdue, alors que la population blanche des colonies, mal informée, marquait de plus en plus son hostilité à une armée à laquelle l'on reprochait de ne pas faire un effort suffisant pour mettre fin au "terrorisme".

Dans ce climat de mensonge, il n'y avait que les partis politiques clandestins d'opposition pour s'opposer à la "vérité officielle". Aussi leur influence allait-elle en grandissant au sein de l'armée qui se sentait de plus en plus un instrument d'intérêts obscurs qui, en tout cas, n'étaient pas les siens. N'étant pas directement associés aux affaires politiques depuis quarante-huit années de dictature, il est normal que les militaires se soient tournés vers les partis politiques d'opposition pour résoudre une crise sociale que la situation économique catastrophique rendait explosive (l'inflation a atteint 15 % pour les seuls trois premiers mois de l'année 1974).

Mais la situation issue de l'action du Mouvement des Forces Armées serait fragile s'il n'y avait pas eu cette gigantesque explosion de joie populaire qui a atteint son sommet lors d'un premier mai grandiose et émouvant qui a scellé le pacte entre le peuple et cette armée désormais populaire. Comment retourner ces soldats ovationnés et ces fusils fleuris contre le peuple ? La situation est irréversible.

Il est vrai que tout reste à faire maintenant et qu'il nous faut apprendre la liberté. Il est vrai que les structures d'exploitation capitalistes restent en place alors que les organisations de défense des intérêts des travailleurs en sont à leurs premiers balbutiements. Mais le processus est engagé et dans le gouvernement provisoire qui doit organiser des élections libres, siègent des ministres socialistes aux côtés de leurs camarades communistes ; la censure a été totalement supprimée ; la police politique a été abolie et huit-cents agents d'encadrement ont remplacé les prisonniers dans les prisons politiques ; les agents en fuite sont recherchés.



Nous savons aussi qu'il n'est pas pensable de construire une vraie démocratie au Portugal sans mettre fin aux guerres coloniales ; c'est ce à quoi le Parti Socialiste s'emploie prioritairement et nous voyons avec optimisme nos thèses avancer au sein du gouvernement provisoire. Notre Secrétaire général, Mario Soares, a déjà rencontré Agostinho Neto (MPLA) et Aristides Pereira (PAIGC). Les négociations officielles avec le PAIGC débutent à Londres.

Il faudra par la suite restructurer l'économie portugaise, la tourner vers l'Europe et la CEE. Il faudra ensuite adhérer à la Communauté

Européenne et lutter pour la construction d'une Europe des travailleurs. Au P.S. nous sommes optimistes et nous travaillons pour une société socialiste où la liberté ne sera pas un mot vide de contenu.

Rodolfo CRESPO (1)

(Paris, le 28 mai 1974)

(1) Secrétaire de la Fédération de France du P.S. Portugais.

ESPAGNE

DECLARATION

de TIERNO GALVAN et de Responsables de la D.C., du P.S.I. et du P.C.I.

"Seule la fédération européenne peut faire renaître la démocratie en Espagne".

"Le leader de la résistance espagnole, Enrique Tierno Galvan a participé au "Centro di Cultura Puecher" de Milan, à un débat sur le thème "perspectives de démocratie en Espagne et en Europe". Sont intervenus : Luigi Granelli (D.C.), Aldo Natoli (P.S.I.), Alessandro Vaia (P.C.I.) et Gino Majocchi (M.F.E.).

A la fin de la réunion, Les participants à la table ronde ont, au nom de leurs organisations respectives, approuvé le document suivant :

"Les organisations Centro Puecher, M.F.E., D.C., P.S.I., P.C.I., à la suite de la rencontre avec le Professeur Galvan, ont examiné l'actuelle situation espagnole, constatant que l'étouffement systématique des droits civils opéré par le régime répressif de Franco, a inévitablement entraîné une partie de l'opposition vers la violence et le terrorisme, ce qui, en retour, a contribué à accentuer ultérieurement la rigueur répressive de la dictature phalangiste, précipitant l'Espagne dans une tragique spirale de violence ;

- ont manifesté leur profond dégoût pour la barbare exécution de Puig Antich et condamné les mesures inciviles prises à l'encontre de l'archevêque de Bilbao, Monseigneur Anoveros, auquel ils ont exprimé leur pleine solidarité ;

- ont affirmé que la voie pour le retour à la vie démocratique et civile des Espagnols conduit finalement à l'adhésion d'une Espagne libérée du joug franquiste à une fédération européenne libre, démocratique et indépendante ;

- ont indiqué comme seule voie possible pour la résistance espagnole celle de la formation d'un large consensus populaire qui aille de la droite modérée antifasciste aux catholiques démocrates, au Parti communiste et qui se propose comme objectif commun de lutte, le renversement du franquisme et la participation de l'Espagne démocratique au processus de construction de l'Europe."

(L'Unita Europea N° 2 - Avril 1974)

Les quinze ministres du gouvernement chilien ont remis une démission collective le lundi 1 juillet au Général Pinochet, préalablement investi "chef suprême de la nation".

Le dit chef suprême de la nation a donc "tout pouvoir pour procéder aux remaniements et nominations jugés nécessaires".

Une nomination est déjà intervenue à Santiago. Elle concerne un certain Walter Rauff que la junte vient de placer à la tête de la Dirección de Inteligencia Nacional (services de renseignement).

Ses états de service le désignaient tout naturellement pour cette tâche : ancien colonel SS, Rauff fut, jusqu'en 1942, responsable des chambres ambulantes à l'Office central de la Sécurité du Reich et à ce titre, responsable de la mort de quelques cent mille juifs en Europe orientale.

Rauff fut ensuite envoyé en Tunisie, où il dirigea la police de sécurité. Le 8 décembre 1942, il tenta de rassembler à Tunis deux mille juifs pour le travail forcé et, n'ayant pu y parvenir, organisa une gigantesque rafle faisant même pénétrer la troupe dans la synagogue.

Après la Tunisie, Rauff fut à partir de 1944 chef de la police de sécurité à Milan.

Après la guerre il gagna l'Amérique latine et s'installa au Chili à Punta Arenas.

En 1961, l'Allemagne Fédérale avait demandé son extradition, laquelle avait été refusée en avril 1963 par la Cour suprême chilienne. Le jugement était fondé sur la loi chilienne, qui interdit toute poursuite pour des crimes remontant à plus de quinze ans.

CHILI

Asinus Asinum Fricat



Dessin tiré de la brochure "Chili, la montée du fascisme" éditée par le "Comité de Soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple Chilien".

LE TOURNANT EUROPEEN DU PCI

La conférence des partis communistes et ouvriers d'Europe occidentale s'est tenue à Bruxelles avec la participation de 21 partis sur le thème : "La crise actuelle du capitalisme en Europe, la lutte des Partis Communistes pour le progrès social, la démocratie, l'indépendance nationale, la paix, le socialisme et leur action pour l'unité des forces ouvrières et démocratiques".

Malgré l'apparente généralité du thème, la signification de cette conférence a été assez précise, et représente un nouveau pas en avant dans l'élaboration d'une stratégie européenne de la part du PCI, promoteur de cette conférence. Sa tenue constitue, en effet, un succès indubitable pour ses dirigeants représentés à Bruxelles par une délégation de très haut niveau conduite par le secrétaire général du PCI, Enrico Berlinguer.

Les étapes de ce tournant européen du PCI sont connues, mais il vaut la peine de les rappeler brièvement pour pouvoir formuler un jugement plus approfondi. Ce tournant a été annoncé par les débats du XIIIème Congrès. Puis par le rapport Amendola au Comité Central qui présenta une interprétation critique du processus communautaire, fondée sur son expérience, "l'utile apprentissage", comme parlementaire européen à Strasbourg. (Ce rapport a été publié dans un livre intitulé "les Communistes et l'Europe" - Rome 1971 - Edition Runiti). Ce tournant apparaît enfin clairement à l'opinion publique avec la rencontre sur les "Communistes italiens et l'Europe", organisée à Rome par le CESPE et les groupes parlementaires du PCI du 23 au 25 novembre 1971.

A cette occasion, se sont manifestées quelques ambiguïtés. Amendola parla, par exemple, dans son introduction, "d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural, organisée dans le cadre de la Commission de l'ONU". Mais il affirma aussi avec clarté, que les Communistes italiens sont favorables à la proposition de l'élection d'un Parlement européen au suffrage universel, avec une loi électorale unique.

Le scrutin proportionnel devrait être appliqué pour permettre une représentation équitable de toutes les forces politiques présentes dans les différents pays. "Le jour où l'on arrivera avec le même mode de scrutin à voter à Londres, Rome, Bonn et Paris, on assistera à une véritable révolution politique en Europe".

En ce qui concerne la proposition de loi pour l'élection unilatérale des délégués Italiens au Parlement européen, la discussion est ouverte. Alors que Nilde Iotti s'y opposait dans un rapport sur les institutions, le Sénateur Terracini a appuyé cette proposition de loi dans son intervention.

Une nouvelle étape est franchie par le Comité Central, les 8-10 février 1973. Les Communistes italiens ont réaffirmé, en effet, à cette occasion, que la lutte contre le fascisme passait par une Europe unie, démocratique, ouverte et indépendante qui aurait des rapports d'amitié tant avec l'U.R.S.S., les pays socialistes, qu'avec les U.S.A. Cette politique irait de pair, également, avec l'établissement de rapports nouveaux avec les pays en voie de développement.

Le processus de détente est le cadre dans lequel peut naître concrètement l'autonomie européenne. Toutefois, il manque dans l'analyse du PCI l'idée fondamentale que l'autonomie de l'Europe passe obligatoirement par la construction d'un Etat fédéral. Et que pour y arriver, il est nécessaire d'allier et de faire lutter ensemble toutes les forces qui acceptent de poursuivre ces objectifs qui constituent en fait, la rampe de lancement d'objectifs encore plus avancés.

De ce point de vue, il faut souligner l'importance de l'approbation par le Conseil régional d'Ombrie d'une proposition de loi pour l'élection directe des délégués italiens au Parlement européen. A cette occasion, le PCI qui fait partie de la coalition du gouvernement régional, a reconnu de fait l'importance d'avoir concrètement, même par des élections unilatérales, la transformation démocratique de la communauté par la reconnaissance du droit de vote européen aux citoyens italiens.

Plus avancées encore semblent les propositions émises récemment par les leaders du PCI. Reprenant les thèses du compromis historique lancées par Berlinguer, Amendola relève (dans *Rinascita* 1973 - N° 47) qu'une convergence de point de vue sur la transformation démocratique de la communauté peut se faire entre les démocrates chrétiens, les socialistes et les communistes : "La rencontre de ces forces peut avoir aussi une projection européenne". Et il affirme encore que : "l'Italie peut avoir un rôle déterminant en appuyant l'opération de transformation démocratique de la C.E.E., en poussant la réforme des traités de Rome et celle que Spinelli appelle la réforme constitutionnelle. De la sorte, le mouvement démocratique de notre pays est la condition de dépassement de la crise nationale et de la réforme nécessaire de la Communauté".

Dans cette analyse, les points essentiels pour la définition d'une stratégie européenne du PCI, sont clairement annoncés.

1.- La nécessité de l'unité populaire qui est la signification du compromis historique proposé par Berlinguer mais projeté au niveau européen pour sauver la démocratie en Italie et soutenir le processus de transformation démocratique de la Communauté.



Enrico Berlinguer

2.- La nature constitutionnelle de ce processus, c'est-à-dire, en substance, la reconnaissance de l'autonomie européenne par la formation d'un Etat européen.

Que cette interprétation de la position d'Amendola et du PCI soit fondée, semble confirmé par l'interview qu'a accordée M. Macaluso au "Corriere della Sera" le 30 décembre 1973. Après avoir relevé qu'aujourd'hui les U.S.A. utilisent leurs accords triangulaires avec l'U.R.S.S. et la Chine pour mettre l'Europe au bord du gouffre, M. Macaluso affirme "qu'il s'agit de faire face à la crise énergétique et politique par un fort impact européen. Nous sommes favorables à l'union politique européenne, au suffrage universel pour élire un Parlement, avec de réels pouvoirs, car la crise internationale énergétique et politique ne peut être affrontée en ordre dispersé par les pays européens ou dans une situation de subordination face aux U.S.A. et à l'U.R.S.S. Il conclut "En somme, sur le plan de la politique extérieure, la stratégie du "compromis historique" reçoit des événements un appui, non un coup d'arrêt".

Il reste néanmoins quelques points négatifs dans les propositions du PCI. Lorsque Berlinguer affirme par exemple que pour renouveler les structures économiques et sociales des différents pays, "il est nécessaire de se battre à tous les niveaux, à celui des différents pays, dans la zone de la C.E.E., dans ses Institutions et dans l'ensemble des pays capitalistes européens", et lorsqu'il souligne que le premier objectif est la sécurité européenne, il omet de rappeler que le refus de l'hégémonie américaine et du conservatisme passe en premier lieu par la fondation d'un Etat fédéral.

Quelques ambiguïtés subsistent aussi.

Amendola a dit que le PCI acceptait les propositions de Spinelli de confier au Parlement européen la tâche de rédiger le statut de l'Union européenne. Mais la vérification éclatante de la validité du tournant européen du PCI peut venir surtout d'une action pour traduire cette po-

sition en faits politiques concrets. La campagne pour attribuer au Parlement européen le pouvoir de décider ce changement constitutionnel indispensable pour bâtir l'unité de l'Europe, peut en être l'occasion.

Le sort de l'Italie, de l'Europe et le rôle historique du Communisme sont en jeu. En 1915, Lénine a pris position contre le mot d'ordre sur les Etats-Unis d'Europe. Il se justifiait en prônant la nécessité de la révolution socialiste dans chaque pays pour donner un coup mortel au capitalisme. Mais il croyait aussi que les nouveaux Etats socialistes pourraient ensuite, créer un ordre fédéral européen. Il faut reconnaître que Lénine voyait imminent l'écroulement du capitalisme et la révolution ouvrière en Europe occidentale. C'est l'échec de la Révolution dans cette même Europe qui a donné naissance, en réaction, à la thèse du "socialisme dans un seul pays" puis à celle de la "voie nationale au socialisme".

L'histoire ne s'est pas déroulée selon les prévisions de Lénine et il est aujourd'hui clair qu'il est totalement impossible de réaliser le socialisme si l'on reste prisonnier du vieux cadre national. Il est également clair que seul le cadre politique et social européen est capable de contrebalancer l'impérialisme des grandes puissances, des sociétés multinationales. Seul ce cadre peut remettre en route la marche des classes populaires vers une société socialiste.

Si le Communisme européen sait prendre conscience de la signification historique du tournant européen, "la voie européenne au socialisme" devra nécessairement devenir son mot d'ordre.

Alberto MAJOCCHI.

COMITE FEDERAL DE BRUXELLES, 1e 28 AVRIL 1974

"... lorsque le voile de l'ambiguïté se dissipe "

Le Comité fédéral de la JEF, réuni à Bruxelles le dimanche 28 avril 1974, n'a pu respecter son ordre du jour, suite aux "magouillages" et à la tentative de prise de contrôle de la JEF, relatés par Jean-Luc Prével dans son article : "Le 2ème Congrès européen de la JEF : l'ambiguïté" (voir Fédéchoses - Pour le Fédéralisme - N° 6).

La majeure partie de la réunion a ainsi consisté en une discussion orageuse concernant les problèmes issus du Congrès de Luxembourg.

Dès son excellent rapport, le Président de la JEF, Julian Priestley, a mis l'accent sur notre volonté de reconquérir la direction de l'organisation temporairement confisquée par l'E.C.C.S. de Tom Spencer.

C'est ainsi qu'ont été mis en évidence les magouillages de l'E.C.C.S., du parti conservateur britannique et de certains Scandinaves : séminaire de l'E.C.C.S. d'Amsterdam du 18 au 20 janvier pour préparer la prise en main de la JEF, fausses inscriptions en masse financées par la trésorerie de quelques partis avec le but de bouleverser les équilibres au sein de l'organisation (en Norvège, par exemple ...).

Une motion d'urgence a été présentée au Comité fédéral (cf. encadré) prévoyant la convocation d'un congrès extraordinaire en Italie (Milan) à l'automne 1974. Cette motion, sur 31 votes, a recueilli : 3 abstentions 14 voix pour, et 14 voix contre.

Sa mise en application dépend maintenant de la décision du Conseil d'arbitrage appelé à statuer sur l'éligibilité de trois membres de la tendance E.C.C.S. au Comité fédéral au moment du Congrès, l'un (Colin Maltby, G.B.) n'étant pas membre de la JEF à l'époque, deux autres étant alors présidents de sections nationales (Johan Bengt-Pahlsson de Suède, et Øystein Josefsen du Danemark). Au cas où ces trois élections seraient invalidées, ce sont nos camarades Domenico Moro (Italie), Karel Van Hulle (Belgique) et Michael Holzhauser (R.F.A.) qui deviendraient membres élus du Comité fédéral.

Ce n'est qu'en fin de réunion que des problèmes aussi importants que l'action de pétition auprès du Parlement européen pour la constitution européenne ou la participation d'un candidat de l'U.E.F. aux présidentielles françaises (cf. encadré) purent être abordés. En ce qui concerne cette action électorale, le Comité fédéral s'est senti dans l'impossibilité de se prononcer sur la candidature de Guy Héraud, présentée par le Parti Fédéraliste Européen, organisation avec laquelle la JEF n'a aucune relation.

La prochaine réunion du Comité fédéral a été fixée le 16 juin à 12 h. à Bruxelles.

Jean-François BILLION.

MOTION D'URGENCE

Le Comité fédéral réuni à Bruxelles le 28 avril 1974,

- déclare que l'E.C.C.S. (European Union of Christian-democratic and conservative students) essaye d'instrumentaliser la JEF et ses organes pour sa propre politique au préjudice de la JEF.
- est déterminé à ne pas accepter cette attaque contre l'autonomie politique de la JEF. La JEF ne doit pas devenir un instrument ou une plateforme à la disposition d'autres forces politiques. De plus, la JEF peut remplir son rôle d'influencer les autres forces politiques seulement si elle n'est pas conditionnée par ces forces.
- considérant la nature autonome de la JEF et sa nécessaire indépendance des partis politiques, déclare que le fait d'avoir un poste de responsabilité dans une organisation politique nationale ou européenne, est incompatible avec la participation au bureau exécutif de la JEF.
- entreprend de restaurer l'autonomie de la JEF et de la sauvegarder.
- décide sur la base des points suivants, de convoquer un congrès extraordinaire de la JEF à Milan à l'automne 1974 :
 - Contrôle réel et efficace si les groupes régionaux de base existent vraiment et s'ils ont une activité fédéraliste autonome ;
 - une cotisation européenne uniforme effectivement payée par tous les adhérents ;
 - limitation stricte des procurations de vote au Congrès ;
 - une procédure pour l'élection du Comité fédéral qui protège les minorités ;
 - une révision statutaire sur la base du projet décidé par le Comité fédéral le 11 novembre 1973, amendé des points énoncés ci-dessus.

A la lumière des considérations précédentes et pour assurer la préparation légitime du congrès extraordinaire et sauvegarder l'autonomie de la JEF, le Comité fédéral décide de procéder à l'élection des vice-présidents du bureau exécutif, nommément : Erwan Fouéré, Peter Osten, Dario Velo, et Stephan Schepers.

(Motion d'urgence présentée par sept sections nationales de la JEF : Allemagne, Autriche, Belgique, France, Irlande, Italie, Luxembourg ; Julian Priestley, président de la JEF et Carl Wilms-Wright, secrétaire général de la JEF ; par des responsables régionaux de la JEF Grande-Bretagne.)

L'ensemble de la population américaine a été touchée par l'inflation dans le courant de 1973, mais les vieillards plus particulièrement. Jamais les prix n'avaient augmenté aussi rapidement depuis les années 1940 et jamais les Américains du troisième âge n'avaient vu leur niveau de vie baisser à une telle vitesse.

Les vieillards sont, en effet, les premiers à subir les conséquences sociales de l'inflation, les éternelles victimes de ce mal endémique au système étant les détenteurs de revenus fixes. Si les salaires de nombreux Américains ont pu suivre la hausse des prix, les vieillards, eux, n'ont pas vu augmenter leurs revenus provenant de la sécurité sociale et de l'assistance publique.

Alors que 20 millions de citoyens américains ont plus de 65 ans, cette catégorie de la population ne touche que 60 milliards de dollars par an, représentant une moyenne de 3 000 dollars par personne (14 000 francs environ). Il apparaît, si l'on s'en réfère aux statistiques officielles, que les vieillards américains ne souffriraient pas de la solitude, 63 % vivant avec leur conjoint ou leurs enfants, 30 % de façon indépendante, et 7 % seulement dans différentes sortes d'hospices. Mais que peuvent signifier les chiffres en la matière ?

Les statistiques ne mettent en évidence que des valeurs moyennes, et il est nécessaire d'en limiter la portée par deux considérations :

- 5 millions de personnes âgées vivant en-dessous de la "ligne de pauvreté" ne reçoivent que 1 773 dollars par personne et par an, soit environ 8 500 F.
- Les personnes âgées représentent tout à la fois 9,9 % de la population totale des U.S.A. et 20 % des gens vivant en-dessous de la ligne préalablement citée. Parmi les vieillards les plus nécessiteux, 23 % sont de race blanche, 48 % noirs et 29 % des autres races minoritaires.

A 65 ans, de manière impérative, 70 % des travailleurs américains doivent aller à la retraite. Beaucoup d'entre eux vivent des maigres fonds qu'ils ont réussi à mettre de côté leur vie durant, ou des pensions diffusées par la retraite sociale ; certains d'entre eux sont totalement démunis.

Moins de la moitié des travailleurs américains appartient aujourd'hui à des sociétés ou à des syndicats possédant des Caisses de retraite. Sur les 30 millions y cotisant, environ 15 ne recevront rien, et ceci du fait d'une très stricte réglementation. C'est ainsi qu'il faut avoir travaillé pendant un nombre minimal d'années dans une entreprise pour bénéficier de la Caisse de retraite, et chacun sait que la stabilité d'un Américain au sein d'une entreprise ou d'un syndicat, n'est pas l'une de ses caractéristiques premières. La loi interdisant le transfert des cotisations d'un employeur à l'autre, les travailleurs en perdent, du fait de leur mobilité, tout le bénéfice, même si une nouvelle législation est à l'heure actuelle à l'étude à Washington pour pallier à cette injustice.

La sécurité sociale, première source de revenus des retraités, ne concerne que les travailleurs ayant régulièrement cotisé, et ce dans le rapport des cotisations, les bénéficiaires recevant en moyenne 160 dollars par mois, soit environ 800 F. Un nombre important de travailleurs n'ayant pas les moyens de le faire ou ayant travaillé à temps partiel, n'ont pu cotiser, et ceci est plus particulièrement vérifié en ce qui concerne les minorités raciales : noirs, indiens, sud-américains ...

De plus, les pensions augmentent moins vite que le coût de la vie, et lorsqu'elles augmentent, les propriétaires, pharmaciens, médecins ... les moissonnent séance tenante par des augmentations de tarif. L'on peut enfin assurer que l'Etat reprend d'une main ce qu'il accorde de l'autre, augmentant les diverses cotisations dues par les intéressés eux-mêmes à des organismes tels que "Medicare" (programme santé pour le troisième âge).

Pour des millions d'Américains démunis de moyens personnels et non-bénéficiaires de la sécurité sociale, le dernier recours est l'assistance publique. Là se pose un problème psychologique réellement grave, car en appeler directement à l'aide du gouvernement heurte souvent de front la fierté personnelle du citoyen. Ainsi, tous les biens des personnes vivant "soi-disant" aux crochets de l'Administration et de l'assistance publique, sont acquis d'office à l'Etat à la mort de leur propriétaire. Ces mesures constituent en fait une "anti-loi redistribution des revenus", l'Etat s'appropriant en priorité les biens des plus démunis. Il suffit d'imaginer le déchirement de nombre de vieillards à abandonner ce à quoi ils tiennent, ce pour quoi ils ont travaillé toute leur vie, pour comprendre que nombreux sont ceux qui préfèrent mourir dans la faim et le dénuement. Les personnes vivant de l'assistance publique touchent mensuellement 49 dollars pour la nourriture, les vêtements et autres frais, 126 dollars pour le loyer (le tout représentant 800 F. environ). Ceci est notoirement insuffisant et plus spécialement pour la majorité des personnes concernées vivant dans les grands centres urbains tels que Chicago, New York ou Los Angeles ... où le coût de la vie est particulièrement élevé. L'obtention de revenus additionnels est fort aléatoire, nécessitant des procédures souvent longues et dépendant des sommes spécialement allouées à cet effet par chaque Etat.

En ce début de 1974, les perspectives économiques sont spécialement sombres et il est banal de rappeler que les économistes prévoient des hausses continues pour les denrées alimentaires, les loyers, les soins médicaux ... des rationnements étant prévisibles pour certains biens de première nécessité.

Une fois encore, les personnes âgées seront les premières victimes, car l'achat de produits de substitution leur posera des problèmes financiers qu'elles ne seront pas en mesure de résoudre.

Michael HENLEY

Michael HENLEY a étudié les sciences politiques au Michigan State University. Il travaille actuellement dans une organisation à but non lucratif sur le problème des vieillards à Chicago.

NOTE DU TRADUCTEUR :

La pauvreté est toute relative ; ainsi à niveau général de prix égal, 3 000 dollars en moyenne par personne âgée, comme le souligne Mike Henley, peut paraître beaucoup comparativement aux maigres ressources dont les vieillards en France doivent se contenter. Mais il ne faut pas oublier que le revenu américain

moyen par tête d'habitant est annuellement (chiffre de 1970) de 4 900 dollars, alors qu'à la même époque il n'était en France que de 2 750 dollars environ. Il en découle que le vieillard américain est, relativement, plus démuné que son "collègue" français.

Dominique THEVENON

Pourquoi Mitterrand ?

Des militants fédéralistes opposés à la décision du M.F.E. de ne pas prendre position en faveur de François Mitterrand, ont décidé de créer un "COMITE DE SOUTIEN DES FEDERALISTES A FRANCOIS MITTERRAND".

La presse parisienne n'a pas voulu s'en faire l'écho, mais des textes ont été diffusés par voie de tracts ou de communications (voir ci-après) lors des meetings unitaires des forces de gauche (Lyon, Région parisienne, Strasbourg ...).

Déclaration de M. Bernard Barthalay, membre du Comité Fédéral Européen de l'Union Européenne des Fédéralistes (publiée dans la presse régionale Rhône-Alpes) :

"François Mitterrand est le seul candidat qui puisse engager la France dans la construction d'une autre Europe, démocratique et indépendante.

Pour cela il a l'appui de toutes les forces de changement de ce pays : démocrates, chrétiens, socialistes, gaullistes de progrès, communistes. Les fédéralistes doivent donc soutenir la candidature de François Mitterrand et appeler tous les Européens de France à voter pour lui. L'élection directe du Parlement européen est désormais le seul moyen d'éviter la dislocation du Marché commun tout en préparant l'Europe fédérale que tous les hommes de progrès appellent de leurs vœux."

(Lyon, le 12 mai 1974)

Les problèmes de la lutte politique dans la société moderne
Fascicule n. 4

LE PROBLEME MONETAIRE ET LE PROBLEME POLITIQUE EUROPEEN

*L'ASPECT DE POUVOIR
DE L'UNIFICATION MONETAIRE*

MARIO ALBERTINI (*)

(*) Cet opuscule, publié par un groupe de militants du Mouvement Fédéraliste européen, a été rédigé par l'un d'entre eux : il correspond à un patrimoine de pensée commun à l'avant-garde fédéraliste.

LETTRE OUVERTE A FRANCOIS MITTERRAND

Lyon, le 15 mai 1974.

Monsieur le Premier Secrétaire,

L'heure est grave pour la France et pour l'Europe. Les fédéralistes ont le devoir de se prononcer sur le gouvernement national.

Qu'il soit issu de la droite ou de la gauche, le nouveau président de la République aura le devoir de mesurer l'impuissance de la France. Il n'a pas de majorité qui puisse réveiller une France française dans une Europe américaine.

En France, l'Etat ne répond plus aux aspirations du peuple. C'est en mobilisant les Français, dans l'unité la plus large de toutes les forces qui ont libéré ce pays, il y a trente ans cette année, qu'il est possible de mettre un frein à la crise et de préparer l'avenir par une vigoureuse initiative européenne.

L'Europe n'a pas été faite, malgré plus de vingt ans d'intégration européenne, l'attitude favorable de la population et les professions de foi européennes de la plupart des partis de tous les pays ; les gouvernements, après avoir réalisé l'union douanière et la politique agricole commune, ont exprimé l'intention absurde et coupable de réaliser l'union économique et monétaire, et des politiques communes en matière sociale, régionale, industrielle et énergétique, et de commencer l'union politique, sans demander l'appui des citoyens et sans leur permettre d'exprimer leur volonté.

Les Traités de Rome prévoient l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen. Les gouvernements, au mépris des Traités et du fondement même de la démocratie, n'ont pas appelé les citoyens européens à voter. Les partis ont eu le tort de subir cette politique qui a livré l'Europe à l'Amérique et aux firmes multinationales. Les partis ont eu le tort de ne pas se battre pour renverser cette politique par la participation du peuple à la construction de l'Europe.

La conférence de Paris a demandé aux institutions de la Communauté de rédiger avant 1975 un rapport sur l'Union européenne. La France doit se battre pour que ce rapport soit confié au Parlement européen avec un mandat, celui d'élaborer le statut de la Communauté, à soumettre à la ratification des Parlements nationaux et non à l'examen des chancelleries.

Il faut agir vite avant que l'Amérique n'assujettisse définitivement l'Europe. Washington ne cesse d'affirmer sa volonté d'exercer la direction du monde qu'on appelle "libre" - bien qu'il englobe la Grèce, l'Espagne, le Chili ... - et spécialement de l'Europe occidentale. La France seule refuse de se plier à cette volonté. C'est au prix de la démocratisation des institutions communautaires que la France a une chance de faire un bon usage pour l'Europe de la crise actuelle. Comme en 1950, avec le Plan Schuman, elle peut et doit montrer la voie. En adoptant une loi portant élection au suffrage universel direct des membres français à l'Assemblée de Strasbourg, le Parlement peut donner la preuve de la détermination européenne de la France, de sa volonté de se battre pour donner mandat au Parlement européen d'élaborer la constitution européenne et pour commencer à mobiliser l'opinion publique européenne.

Isolée, la France ne peut qu'adapter la structure de son économie et de son administration aux nécessités du temps de crise. A commencer par l'inflation, toutes les difficultés économiques qui se manifestent en France se manifestent ailleurs en Europe. Elles ont la même cause qui est politique : la faiblesse de l'Europe divisée en face des Etats-Unis d'Amérique. En cherchant à surmonter ces difficultés dans le cadre français, par des dispositions d'ordre économique et monétaire, le gouvernement français, d'où qu'il vienne, aggravera la situation et risquera de jeter la France dans la récession sans juguler l'inflation, de précipiter le démembrement de l'Europe et de l'assujettir définitivement à l'Amérique.

Le flottement du franc décidé le 21 janvier 1974 au nom "des intérêts de l'économie française et des Français" a clairement montré quel était l'ordre de priorité de la politique de votre adversaire, même si le gouvernement s'est donné la peine de regretter le recul qu'a subi de son fait l'union économique et monétaire. La France n'a pas rempli l'obligation dont elle continuait d'exiger le respect pour la livre et la lire, celle qui consistait à engager ses réserves de change pour maintenir sa monnaie dans le "serpent" communautaire. Pourtant la décision n'a de sens qu'autant que la France compte sur ses partenaires pour ne prendre aucune mesure propre à lui fermer des débouchés. Le flottement du franc a précipité le retour de nos partenaires au protectorat dont ils commençaient à s'émanciper.

Deux forces divisent ouvertement l'Europe : le nationalisme français et l'hégémonie américaine. Mais la lutte contre ces forces est possible, car le nationalisme français dépend moins des électeurs et des partis - hormis l'U.D.R. - que des hommes de gouvernement, solidaires de la politique européenne du général de Gaulle et de Pompidou. Le problème à résoudre est donc celui des hommes. Et il n'y a qu'une seule solution : changer les hommes.

Sinon, c'est la résignation des Européens à un avenir médiocre de sujétion à la volonté de Washington, c'est-à-dire à un destin de vassaux qui paralyse la volonté.

./

Ceux qui s'obstinent à prononcer l'exclusive, à gauche contre le P.C.F. ou à droite contre ceux des gaullistes pour qui le statu quo social n'est pas intangible, et prétendent gouverner la France sans le concours du peuple tout entier et de ses forces historiques, doivent être mis en face de leurs responsabilités : ce qui est en jeu, c'est la République et l'héritage de la Résistance.

La France a besoin de l'Europe pour changer. L'Europe a besoin d'un gouvernement pour ne pas succomber dans la rude épreuve qu'elle traverse. Et l'Europe ne peut instituer ce gouvernement sans affronter cette épreuve. C'est l'heure de vérité. L'Europe des prophètes désarmés a vécu. L'Europe sans gouvernement est à la merci des diviseurs ; l'idée de construire l'Europe sans livrer un combat, sans appeler le peuple à ce combat, en un mot sans choisir, a fini comme finissent les illusions. C'est pourquoi l'avant-garde fédéraliste se range à vos côtés le 19 mai.

Le Comité fédéraliste de soutien à
la candidature de François Mitterrand.

P.S.- Cette lettre a été remise à Pierre Mauroy à l'occasion du meeting unitaire de la gauche à Lyon.

●
A la Réunion, le candidat fédéraliste Sebag a totalisé 1409 voix. Un score inattendu.

Explication : les amis de Debré avaient donné comme consigne aux illettrés de prendre le premier bulletin et de le mettre dans l'urne (comme les bulletins sont classés par ordre alphabétique c'était forcément le bulletin Chaban).

Manque de chance, certains bureaux de vote avaient deux entrées. Si bien que c'est le bulletin placé en dernier dans l'ordre alphabétique qui se retrouvait parfois dans l'urne.

Pour le second tour, il faudra trouver autre chose.

Merci au Comité Euchaimé
pour ces précisions !

POUR L'EUROPE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

(Texte envoyé à la Presse par Michel Morin le 13 mai 1974).

L'Europe communautaire des intérêts capitalistes craque de tous les côtés, après avoir grincé pendant longtemps. La décision italienne de limiter les importations sur son territoire, les débuts des manœuvres danoises dans le même but, doivent être situés dans leur contexte.

En effet, depuis la mise en place des Communautés européennes, des dizaines, des centaines de chausse-trapes de natures et d'importances très différentes ont été placées pour annuler les décisions qui visaient à la création d'une union économique réelle, d'un marché commun. Dans cette guérilla économique les armes les plus couramment utilisées ont été les autorisations d'importations, les normalisations extrêmement différentes d'un pays à l'autre, les paperasses et les formalités, jusqu'aux étiquettes et aux labels de qualité. Ces escarmouches étaient suffisantes dans une situation économique normale, mais depuis quelques années, la tempête économique fait rage et les états sortent un armement lourd plus impressionnant, comme le flottement des monnaies, la sortie du serpent communautaire, le dépôt de caution bancaire pour les importations.

La Communauté économique européenne est bloquée et même elle se disloque. L'espoir de voir se construire une Europe fédérale démocratique à partir de l'embryon communautaire est mort.

Sur le plan politique, la nature des Etats-nationaux et la conjoncture internationale ont également bloqué le processus d'unification qui avait été engagé après la seconde guerre mondiale.

Le rôle particulièrement néfaste des gouvernements gaullistes n'est plus à démontrer, d'autant plus que leur politique a servi d'alibi à tous leurs partenaires en Europe pour que la construction de l'Europe politique n'avance pas. Aujourd'hui la perspective d'une Union Politique Européenne fédérale, réalisée sous la houlette des bourgeoisies européennes semble peu probable. Elle pourrait cependant se réaliser, en bonne harmonie avec le partenaire-concurrent américain, au cas où des menaces sociales et politiques sérieuses mettraient en danger la domination des intérêts capitalistes en Europe, au cas où un processus de marche au socialisme s'enclancherait dans un ou plusieurs pays.

En effet, afin de sauvegarder leurs intérêts vitaux, les forces capitalistes disposent aujourd'hui de deux instruments en Europe. Elles peuvent favoriser l'installation de régimes nationaux dictatoriaux, comme ceux des années 30 et 40, ou comme ceux de Grèce et du Chili, avec le soutien de l'impérialisme américain.

Mais elles peuvent aussi instaurer un barrage institutionnel avec un état fédéral en Europe, défenseur des intérêts capitalistes, mais avec une façade démocratique.

Les forces sociales et politiques qui se rassemblent actuellement autour de Valéry Giscard d'Estaing ne peuvent que poursuivre la politique européenne du pouvoir précédent, dans un premier temps. Dans un deuxième temps, elles pourront se servir de l'idéologie européenne et d'un nouvel super-état européen pour prolonger l'exploitation des travailleurs de tous les pays d'Europe.

Les fédéralistes de gauche ne peuvent pas se reconnaître dans ce spectre de la construction européenne qui se dresse devant eux. Ils le dénoncent et le condamnent.

Face à l'Europe technocratique et capitaliste de la Communauté européenne, contre le danger d'une union politique européenne réactionnaire, l'objectif doit être la construction d'une Europe des travailleurs et des peuples, d'une Europe fédérale et démocratique.

Les grands rassemblements sur les problèmes européens qui ont eu lieu au cours de ces derniers mois, ont été réalisés par les forces de gauche : Congrès extraordinaire du P.S. à Bagnolet, organisation syndicale au niveau européen, rencontre des partis communistes d'Europe occidentale à Bruxelles, grand meeting du P.C.F. à Lyon avec la participation de cinq représentants des partis communistes d'Europe. Georges Marchais y a déclaré qu'il fallait arracher "le drapeau de l'Europe" à la bourgeoisie parce qu'elle "le laisse traîner dans les marécages des grandes affaires capitalistes et de la guerre froide". Nous le ferons ensemble.

Le courant réactionnaire qui se constitue autour du candidat de la droite essaye de s'arroger le monopole de l'Europe en traînant dans ses wagons les atlantistes comme Lecanuet. Les fédéralistes européens de gauche tiennent à dénoncer cette supercherie.

Fidèles à l'appel au peuple que lancent depuis toujours les fédéralistes, ils affirment que la mobilisation populaire qui se dessine actuellement autour de la candidature de la gauche peut ouvrir une brèche dans le statu quo européen pour faire progresser la construction d'une Europe fédérale démocratique, la mise en place d'une Europe des travailleurs.

Bien que conscients des limites des réformes possibles dans un cadre national et tout en considérant que les fédéralistes de gauche doivent conserver une ligne d'action autonome, comme cela a été le cas en soutenant la candidature du M.F.E. aux élections présidentielles au premier tour, ils appellent tous les citoyens français soucieux de l'avenir de l'unité européenne à voter pour François Mitterrand et à soutenir sa candidature.

Michel MORIN

Membre du Bureau et de la Commission Nationale
du Mouvement Fédéraliste Européen.
(Démissionnaire à la suite du refus du M.F.E. de
soutenir la candidature de la gauche -
voir encadré.)

"Considérant le refus de la Commission Nationale du M.F.E. de s'engager dans le courant politique reposant sur les forces vives de notre pays rassemblées autour de la candidature de François Mitterrand,

Considérant que l'objectif essentiel des fédéralistes doit être la reconstitution d'un large mouvement fédéraliste engagé avec les forces populaires, par la fédération de toutes les virtualités fédéralistes progressistes existantes,

Je me vois contraint de donner ma démission du Bureau Français du M.F.E. et de la Commission Nationale, car je ne peux être co-responsable d'un tel choix politique".

Michel Morin

M O T I O N

Le comité fédéral de la J.E.F., réuni à Bruxelles le 28 avril 1974 :

- 1.- regrette vivement et condamne la présentation d'un candidat aux élections présidentielles française par l'U.E.F..

En effet, une telle décision, susceptible d'avoir des répercussions dans les autres pays de la communauté, devait nécessairement recevoir l'aval du Comité fédéral de l'U.E.F.

Si une telle forme d'action est dans la logique du P.F.E., qui a été créé pour participer aux luttes pour la prise des pouvoirs politiques nationaux, elle est en contradiction avec la lettre et l'esprit des statuts européens de l'U.E.F. et avec sa ligne politique. La tâche des fédéralistes est d'agir comme catalyseur des autres forces politiques et de refuser le cadre national comme cadre de la lutte pour la fédération européenne.

Les fédéralistes ne doivent donc pas se mettre en concurrence avec les autres forces politiques sur le plan électoral stato-national.

- 2.- demande au Comité fédéral de l'U.E.F. de démentir avec vigueur l'initiative de la Commission nationale française.

*(motion votée à l'unanimité
moins quelques abstentions).*

LE M.F.E. , SIX ANS APRES , LES MÊMES AMBIGUITES ...!

Militants et responsables du M.F.E. dans les années 1967-1968, un groupe de camarades a été amené à quitter celui-ci après les événements de mai 1968 pour rejoindre le mouvement socialiste français.

C'est cet itinéraire politique que les responsables jeunes du M.F.E. m'ont demandé de retracer ici.

Si le texte comporte forcément une analyse critique des thèses du M.F.E., je voudrais préciser que j'ai essayé d'éviter l'écueil qui consiste à brûler ce que l'on a adoré, et mon amitié personnelle ainsi que mon estime pour les membres du M.F.E. qui ont guidé mes premiers pas en politique - en particulier pour Jean-Pierre Gouzy - restent entières.

Comment devient-on fédéraliste, pourquoi adhère-t-on au M.F.E. ou à une organisation de ce même type ?

A l'origine, il y a presque toujours une prise de conscience "européenne". Quand on aborde pour la première fois les principaux problèmes économiques de notre temps, il apparaît très vite, à la réflexion, que c'est la dimension européenne qui manque et qu'elle seule permet d'envisager des solutions satisfaisantes (ex.: transport, énergie, recherche, aménagement du territoire, ...). C'est une approche technique de la politique et elle peut facilement devenir technocratique. En particulier, à s'y cantonner, on peut parfaitement rester dans le fédéralisme institutionnel. Mais on ne choisit pas les modes de son initiation, et la plupart de ceux qui sont fédéralistes ont débuté de cette manière.

A partir de là, tout un enchaînement, toute une réflexion vont conduire, à travers différentes évolutions possibles, certains d'entre nous à se réclamer du projet fédéraliste intégral puis du socialisme.

DE L'EUROPE AU FEDERALISME INTEGRAL

A travers le militantisme européen on prend rapidement conscience de la force des Etats en général, et des Etats-Nations en particulier. Ce que l'on avait pris de prime abord pour une survivance du passé nationaliste de nos pays, se révèle être un adversaire plein de ressources.

Après tout, si seize années de Marché commun - ne parlons pas de Communauté Economique Européenne - aboutissent à la situation que l'on connaît aujourd'hui, c'est qu'il y a dans l'analyse de l'Etat, de l'Etat-Nation et des relations inter-Etats, un certain nombre d'erreurs ou du moins, un certain nombre d'aspects qui ont été gravement sous-estimés.

Le militant, parti d'une prise de conscience européenne, découvre que la supranationalité qui lui paraissait aller de soi, soulève de très importants problèmes politiques, et rencontre bien entendu de graves résistances. De la supranationalité, délégation et constitution d'un pouvoir au-dessus du niveau national, on passera à la région, c'est-à-dire au niveau en-dessous, puis à la commune, etc. Ensuite, ce sera la critique des structures de l'Etat et de la centralisation jacobine particulière à la France.

C'est-à-dire que de l'idée européenne, on passe au fédéralisme politique et institutionnel avec tout l'ensemble de théories qui traitent de l'origine, de la structure et de la répartition des pouvoirs. Mais à ce niveau, le fédéralisme reste encore une attitude plus qu'un engagement véritablement politique : respect excessif de la pluralité allant jusqu'au pluralisme, intérêt porté aux institutions, difficulté à passer de la théorie à la pratique politique, en sont les principaux défauts.

Le fédéralisme institutionnel, avec son analyse des structures, reste très lié à l'idéologie européenne, du Marché commun à l'Europe supranationale. Les fédéralistes se battent depuis longtemps sur ces positions, et ils ont conscience, du moins en France, de la faiblesse de l'écho que rencontrent leurs thèses, même si les sondages d'opinion - particulièrement cruels - leur donnent régulièrement raison. Alors, leur problématique se modifie. La question n'est plus : pour résoudre nos problèmes, construisons l'Europe supranationale, mais : faire l'Europe supranationale n'intéresse personne parce qu'il lui manque un contenu (une "âme"); concentrons nos efforts sur ce point.

C'est un pas important fait vers une politisation réelle mais qui se révèle tout de même insuffisant. En effet, vouloir "donner" un "contenu" à l'Europe, c'est penser qu'il pourrait exister un cadre institutionnel européen neutre du point de vue politique, susceptible d'évoluer au gré des situations, dans un sens positif comme dans un sens négatif. C'est une grave erreur car la "neutralité" des institutions - y compris l'Etat - n'est jamais qu'apparente et qu'elles sont toujours utilisées à des fins déterminées par ceux qui les contrôlent.

Enfin, comme de toute façon, chacun est libre de remplir ses flacons avec sa liqueur préférée, chacun peut mettre dans la notion d'Europe supranationale, son contenu préféré. C'est ainsi que l'on trouve, au M.F.E. et ailleurs, une très grande variété de projets sur la question. Bien sûr, il est nécessaire que le débat politique soit alimenté par des contributions diverses et de toute manière, il ne peut être question de limiter les possibilités d'expression à l'intérieur d'un mouvement. Mais il arrive un moment où - pour reprendre un mot de M. Pompidou - le "trop-plein" devient nuisible.

Pourtant, sur ce terrain, il faut souligner la plus grande cohérence des fédéralistes intégraux, par rapport aux autres fédéralistes, qui en représentant, développant et actualisant l'essentiel des thèses de Proudhon, sont en mesure de présenter un projet fédéraliste global pour notre société dans lequel, du reste, ils intègrent la question européenne.

L'importance prise par le socialisme autogestionnaire dans l'ensemble de la "nouvelle gauche" française et européenne en l'illustration. Le fédéralisme ainsi conçu doit très rapidement aboutir à des choix politiques très précis. Notre engagement est essentiellement intellectuel et la seule force qui reste quand on est faible, c'est d'aller jusqu'au bout de ses idées. Le fédéralisme autogestionnaire doit indiquer clairement où il se range et apporter sa contribution au mouvement socialiste français et européen.

LES AMBIGUITES DU M.F.E.

Les thèses fédéralistes ont toujours connu une certaine ambiguïté. C'est ainsi qu'un certain nombre de thèmes fédéralistes sur le et les pouvoirs ont été repris - très partiellement il est vrai - par les mouvements de la droite la plus intransigeante.

Le M.F.E. n'a pas échappé à ces ambiguïtés, et se trouve ainsi divisé entre un grand nombre de courants, de tendances parfois opposées, même si elles ne s'expriment pas toujours ouvertement. Fondé à la Libération par d'anciens résistants et anti-fascistes, l'essentiel de son analyse porta sur la critique du nationalisme et sur le rôle de l'Etat en matière de sécurité et de défense. Sur ce point, qui a conservé une certaine importance dans le M.F.E., on peut faire deux remarques :

- la première, c'est que malgré la très faible probabilité de conflit entre Etats européens, le rôle de ceux-ci en matière de défense nationale n'a rien perdu de son importance (cf. budgets consacrés à l'armée).
- la seconde, c'est que la fonction de défense n'est qu'une fonction de l'Etat parmi d'autres et que l'essentiel de notre analyse doit porter aujourd'hui sur ces autres fonctions.

Pour d'autres, le M.F.E. sera d'abord le lieu de réconciliation des ennemis d'hier, un témoignage que la cohabitation est possible.

Il y a aussi l'europhisme technocratique dont nous avons déjà parlé pour lequel l'Europe c'est la solution aux grands problèmes économiques, scientifiques, techniques, ... du moment. Cet europhisme se retrouve aussi bien à gauche qu'à droite et est fort bien représenté dans les cabinets ministériels de la Vème République.

Il y a le fédéralisme institutionnel qui est politiquement démocrate-chrétien (Adenauer, De Gasperi, Schuman) et qui est centriste d'opposition dans la France d'aujourd'hui.

Il y a aussi le fédéralisme théorique des Facultés que l'on pourrait également appeler le fédéralisme de la chaire, particulièrement développé en Italie.

Il y a enfin le fédéralisme proudhonien, déjà cité, beaucoup plus proche du courant socialiste que tous les autres et qui a contribué au développement des thèses autogestionnaires. Malheureusement il n'a guère de stratégie à proposer et se trouve cantonné dans une certaine impuissance tout comme l'anarcho-syndicalisme avec lequel il a d'ailleurs un certain nombre de points communs.

Bien sûr, le M.F.E. n'est pas le seul à connaître la diversité d'opinion. On pourrait citer tel ou tel parti de la gauche qui n'a rien à lui envier et c'est finalement toujours une garantie de démocratie interne. Par contre, ce qui est plus grave, c'est que tous ces courants de pensée, à l'exception toutefois des proudhoniens, ne se retrouvent que sur ce qui est depuis de nombreuses années déjà, l'axe stratégique du M.F.E. : l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen.

Il est important de marquer une fois de plus pourquoi cette "stratégie" a été un échec et ne pourra jamais aboutir à autre chose qu'à un échec.

En premier lieu, proposer de faire élire le Parlement européen au suffrage universel direct, c'est lui faire bien de l'honneur. En effet, cette proposition ne suscite que peu d'écho bien que nos gouvernements soient l'expression de capitalismes en pleine mutation pour lesquels l'Europe Unie représenterait certainement un moyen de résoudre de nombreux problèmes. Mais deux éléments viennent à l'encontre d'une telle politique.

Le premier, c'est l'opposition des capitalismes nationaux entre eux. C'est un élément qui est souvent sous-estimé et bon nombre de projets de la Commission de Bruxelles échouent à cause de ceci, alors que précisément le rôle de la Commission est de liquider les obstacles au libre-échange et les restes de protectionnisme (exemples les plus récents : monnaie, énergie, région).

Le deuxième élément c'est évidemment l'importance croissante prise par les firmes multinationales, à l'origine pour la plupart américaines, mais maintenant de plus en plus a-nationales et obéissant à des intérêts qui leur sont propres et qui ne peuvent évidemment accepter qu'un pouvoir européen supranational s'impose à elles. Un seul exemple pour illustrer ce deuxième élément : pourquoi, en seize ans de Marché commun, n'a-t-on jamais abouti sur la question d'une société industrielle ou commerciale de droit européen ?

La seconde critique que l'on peut adresser à la stratégie de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct rejoint ce que nous disions plus haut sur la fausse neutralité des institutions. Ceci s'applique évidemment autant au Parlement européen qu'à la Commission de Bruxelles.

Enfin, il y a une dernière critique de fond à cet axe stratégique. Accepter cette stratégie, c'est reconnaître que même s'ils ne sont pas entièrement satisfaisants, les mécanismes et les institutions du Marché commun, mis en place par le Traité de Rome, peuvent être améliorés par une action intérieure. C'est donc refuser de façon implicite toute l'analyse sur le contenu et les finalités réelles du Traité de Rome et sur l'importance des firmes multinationales. C'est une façon, qu'on le veuille ou non, de choisir son camp, mais malheureusement pas le mouvement socialiste.

MAI 1968 ET APRES

Mai 1968 révéla une contradiction formidable chez les fédéralistes, et les conséquences furent qu'un certain nombre d'entre nous quittèrent le M.F.E. pour militer ailleurs, dans des organisations qui correspondaient mieux aux buts qu'ils s'étaient assignés.

D'abord, les idées défendues depuis longtemps par les fédéralistes proudhoniens occupèrent une place de tout premier choix et les notions d'autonomie, d'autogestion, défense des minorités, ... furent utilisées par la partie la plus avancée du mouvement étudiant (Sorbonne, Beaux-Arts). Donc, motif de réjouissance pour les fédéralistes du M.F.E. Voire. A y regarder de plus près, il est évident qu'en tout état de cause, ce n'est pas l'influence idéologique du mouvement fédéraliste qui a pu être - en tant que telle - à l'origine des idées de Mai. C'est beaucoup plus l'anarcho-syndicalisme (avec ses variantes telles que le maoïsme) dans ce qu'il a de critiques de Marx, qui a assuré le maintien de ces idées et leur "redécouverte" en Mai 1968.

Profondément anti-stalinien, anti-autoritaire, critiquant les Partis communistes orthodoxes avec vigueur, le mouvement de Mai ne pouvait trouver chez Proudhon que des arguments allant dans le sens de son gigantesque "nettoyage". Dans ces conditions, le mouvement fédéraliste pouvait tout de même capitaliser dans la mesure où il se révélait lui-même totalement engagé dans le courant.

Mais, nous l'avons vu, c'est une de ses ambiguïtés d'être toujours de comportement centriste, ne rejetant jamais ouvertement les thèses fédéralistes sur le socialisme autogestionnaire, du moment qu'un minimum de programme sur l'Europe est garanti. Il est symptomatique, à cet égard, que les thèmes européens du M.F.E. n'aient suscité aucun écho en 1968. A partir de là, il devenait clair que le M.F.E. continuerait à être paralysé par cette contradiction profonde et qu'il n'était plus le cadre pour mener une action socialiste et autogestionnaire. Il devenait donc nécessaire de chercher ailleurs les moyens d'une telle action.

Après avoir passé en revue la situation et la stratégie du M.F.E., il faut maintenant faire un certain nombre de propositions sur ce que pourrait être une stratégie européenne ou, à tout le moins, apporter quelques éléments de réflexion sur la question.

Nous l'avons déjà dit, le mythe de l'Europe s'est construit sur la critique du nationalisme d'après guerre auquel s'est ajouté une dimension économique et parfois technocratique. Nous avons également dit qu'en réalité l'unité européenne n'était pas possible en système d'économie libérale, puisque le développement des firmes multinationales s'y opposerait toujours, que ce soit parce qu'elle heurte directement les intérêts de l'impérialisme américain, ou au nom d'intérêts totalement a-nationaux et spécifiques aux firmes multinationales.

Nous avons enfin dit que les institutions européennes n'étaient pas "neutres" et qu'on ne pouvait aucunement envisager de les améliorer.

Alors, que faire ?

La première chose est certainement de marquer très nettement et sans aucune ambiguïté son hostilité aux institutions de Bruxelles et au Marché commun. C'est certainement une révision déchirante pour de nombreux fédéralistes, mais elle est tout-à-fait nécessaire.

Ensuite, il y a un certain nombre d'actions à entreprendre en liaison avec les fédéralistes italiens, allemands, anglais, au niveau de l'action syndicale et du débat des idées sur les problèmes de défense, de technologie et de recherche scientifique, d'aide au Tiers-Monde.

Le M.F.E., par sa structure qui couvre véritablement les pays européens les plus importants, aurait un rôle important à jouer.

Enfin, au niveau politique le plus élevé, le M.F.E., par ses choix fédéralistes et autogestionnaires, peut contribuer à l'élaboration du projet de société socialiste et autogestionnaire qui se développe aujourd'hui dans le mouvement socialiste.

EN GUISE DE POST-SCRIPTUM

Cet article avait été écrit avant la campagne présidentielle. Celle-ci a apporté un certain nombre d'éléments nouveaux tant pour le M.F.E. que pour le mouvement socialiste autogestionnaire.

1 - L'idée de présenter un candidat fédéraliste pouvait se justifier lorsqu'au premier tour chaque parti, grand ou petit, présentait son propre candidat pour, au moins, compter ses voix. Ceci aurait été le cas si l'on avait présenté un candidat fédéraliste aux élections présidentielles de 1969.

Mais à partir du moment où la candidature de François Mitterrand donnait une candidature unique de la gauche, la candidature fédéraliste perdait beaucoup de ses possibilités d'expression, surtout quand, pour la plus grande confusion, deux candidats fédéralistes entraient en lice.

2 - Plus grave, semble-t-il, est le refus des candidats fédéralistes de se désister pour le candidat de la gauche.

Pour Guy Héraud, on a cru comprendre que sa sympathie allait vers François Mitterrand.

Pour Jean-Claude Sebag, la situation est plus complexe. Très certainement, le mouvement qu'il représentait était déjà lui-même divisé entre partisans de la droite et partisans de la gauche.

Ceci n'est qu'une illustration supplémentaire du danger que portent les ambiguïtés du M.F.E.

Au reste, on aimerait savoir combien d'adhésions ont été enregistrées après la campagne du premier tour, et d'une façon générale, le bilan qui peut en être tiré.

3 - Mais le plus important n'est pas là, quoiqu'il y ait tout de même un ensemble de questions auxquelles les fédéralistes seront cependant obligés de répondre.

Le point principal réside dans la dynamique mise en marche par la campagne présidentielle et en l'affirmation d'un mouvement autogestionnaire aux côtés de la gauche plus classique. Il est possible que dans un délai plus ou moins long on puisse aboutir à la constitution d'un vaste mouvement socialiste autogestionnaire à partir du dépassement de chacune des forces constituées de cette gauche autogestionnaire.

À l'implantation et à l'organisation du parti socialiste, viendraient s'ajouter les perspectives à long terme du P.S.U., l'engagement dans les luttes des militants de la C.F.D.T. ainsi que tous ceux qui dans ou hors du C.L.A.S. se retrouvaient dans les thèses du socialisme autogestionnaire.

Il est évident qu'il y a pour les fédéralistes conséquents, la possibilité d'amplifier l'écho qu'ils peuvent avoir tout en gardant leur spécificité, et je suis sûr qu'ils assumeront leurs responsabilités le moment voulu.

Richard YUNG (Paris, 20 mai 1974).

NOTE DE LA REDACTION

C'est à notre demande que Richard Yung, ancien militant et responsable du M.F.E., l'ayant quitté depuis six ans déjà, a bien voulu nous confier ce texte.

Il va sans dire qu'il s'agit là de son opinion et qu'elle ne saurait engager FédéchoSES, mais ce texte a le mérite de souligner toutefois un certain nombre d'ambiguïtés du M.F.E. au moment où de nouveaux militants se demandent si leur place est réellement dans cette branche française de l'Union des Fédéralistes Européens (U.E.F.).

Il est évident que nous ne pouvons accepter tout ce qu'écrit notre camarade, notamment en ce qui concerne la rapide et un peu simple classification faite des militants fédéralistes en trois catégories (fédéralisme intégral, institutionnel et "de chaire").

En plus, il nous paraît que le fédéralisme intégral devrait être un peu plus discuté. Si un groupe d'amis sont en effet partis de ce projet pour passer au socialisme, d'autres plus nombreux semblent avoir suivi une évolution opposée.

D'autres affirmations de Richard Yung ne peuvent bien évidemment recevoir notre approbation ni notre accord. Notamment en ce qui concerne la stratégie de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct.

Cependant il serait trop long d'y revenir maintenant. Cela sera fait au fil des prochains numéros dans la poursuite du dialogue que Richard Yung vient d'ouvrir.

FEDÉCHOSES.

MALTE

RENCONTRE DES JEUNESSES EUROPEENNES ET ARABES

Le M.Y.M.E.U., qui s'efforcera dans les prochains mois de mettre en place sur l'île une section de la J.E.P., organisera à Malte un séminaire destiné à mettre en contact les jeunes arabes et européennes. Le but du séminaire est de réunir autour d'une même table les jeunes de ces deux mondes - ce qui a été jugé utile depuis longtemps mais que personne n'a encore réalisé à cause des difficultés rencontrées.

Le séminaire prévu pour l'an prochain sera organisé avec les autres mouvements de jeunesse à Malte. Les thèmes de discussion n'ont pas encore été déterminés, mais le problème de mise en place de structures de coordination des jeunes arabes et européennes pourrait être discuté.

Les buts du M.Y.M.E.U. ont été définis comme la nécessité de faire prendre

conscience à la population maltaise qu'une Europe unifiée ne serait plus soumise au pouvoir des firmes multinationales, et que la société européenne pourrait réaliser la paix et mener les luttes pour la justice sociale.

Actuellement, le mouvement travaille pour faire prendre conscience à la population de la réelle place de Malte dans le monde, place qui donne à l'île un rôle méditerranéen, mais qui en fait aussi une partie intégrante du continent européen.

Compte tenu de ses buts et de la position stratégique de l'île au centre de la Méditerranée, il ne devrait pas être trop difficile au M.Y.M.E.U. d'organiser la rencontre.

D'autres éléments sont en faveur d'une telle organisation ; en effet, l'actuel gouvernement socialiste maltais a de bonnes relations avec le monde arabe, à tel point que Mr. Mintoff (le Premier ministre) lui-même était le "porte-parole" des droits des pays arabes à la Conférence de la paix d'Helsinki de l'an dernier.

Max FARRUGIA

(Président du GHAQDA ZGHAZAGH MALTIN EWROPA MAGHQUDA).

A STRASBOURG,
un débat P.S.U. - M.F.E.

Dans le cadre d'une série de débats entre le MFE-Alsace et les partis politiques (jusqu'à présent P.S. et réformateurs) a eu lieu, le 19 juin, à la Maison des Syndicats de Strasbourg, un débat entre le MFE et le PSU sur le thème de la construction européenne. Des membres de la JEF de plusieurs pays étaient présents un stage se déroulant à la même époque au Centre Européen de la Jeunesse, pour les responsables de la presse fédéraliste.

Le débat fut introduit par un exposé de Luciano Bolis, Président du MFE-Alsace. Il a souligné notamment que les fédéralistes étaient convaincus que la création de véritables institutions européennes, tel un Parlement élu directement au suffrage universel, est nécessaire pour résoudre les problèmes qui se posent à l'Europe et que les Etats nationaux sont de moins en moins capables de résoudre. Les fédéralistes sont conscients, néanmoins, que les institutions européennes doivent être au service des travailleurs et non pas des sociétés multinationales.

Ce débat a permis de constater certains points de convergence ; les fédéralistes, et surtout les jeunes, peuvent, en accord avec le PSU, mener le combat pour les luttes sociales européennes, l'égalité des droits des travailleurs immigrés, et l'objection de conscience. Il reste à espérer que le PSU s'engagera, à l'instar du PC italien, pour la démocratisation des institutions européennes, et notamment pour un Parlement Européen élu au suffrage universel direct.

M-H B.

"MASS MEDIA ET INFORMATION"

Pendant une semaine, une vingtaine de militants de la JEF de dix pays : Danemark (1) - France (2) - Italie (3) - Malte (2) - Norvège (2) - Pays-Bas (1) - R.F.A. (3) - Suède (1) - Grande-Bretagne (1) - ont participé à Strasbourg à un stage organisé au "Centre Européen de la Jeunesse".

Il a été débattu de la presse nationale des différents Etats, et de ce que les fédéralistes lui reprochaient. Ce problème a été également discuté avec des experts : J. van OS, de la T.V. néerlandaise, et Miss Susan Lewis de l'Equipe d'Agenor.

Il a enfin été débattu de la presse de la JEF et des possibilités de mieux coordonner dans ce domaine, les activités des différentes publications de l'organisation. C'est ainsi que va être mis en place à Londres ou à Bruxelles, un service de traduction et de collection des informations, articles, interviews ...

Il est cependant à souligner que le stage n'a pas répondu pleinement aux espoirs qu'il avait suscités à cause de la politique (délibérée !) de sabotage dont il a été l'objet de la part de la JEF internationale (Secrétariat, Comité fédéral, mais surtout Bureau Exécutif). Cette situation n'a pas été du goût des participants ni des animateurs du Centre, conscients du relatif échec de la rencontre et du nombre insuffisant de participants.

**YOUR SUPPORT CAN GUARANTEE
OUR INDEPENDENCE**

agenor

- a MAGAZINE with news and views for the left and the new left all over Europe

SUBSCRIBE TODAY

- a COOPERATIVE that owns, runs and supports the magazine — and promotes contact and communications across frontiers

WHY NOT JOIN

SUBSCRIPTION RATES

(For 10 issues)	
Belgium	FB 250
Denmark	DKr 50
Finland	FMs 18
France	FF 28
Germany	DM 15
Netherlands	Hfl 18
Ireland	£ 1-80
Italy	Lir. 3000
Norway	Nkr. 30
Sweden	Sk. 22
Spain	Pes. 900
UK	£ 1-80
Switzerland	FS 20
USA, £ & (Airmail \$ 12)	

* All other countries: BF 300
** special facilities for subscribers in eastern Europe who have difficulty in transferring currency
*** double price for libraries and institutions.

BELGIUM AND LUXEMBURG

a/c n° 210-0099100-18
Société Générale de Banque S.A.
Montagne du Parc 3, 1000 Brussels

FRANCE

a/c n° 295.723/49
BNP / Agence Centrale
10, Bd des Italiens, Paris 9e

NORWAY

a/c n° 9001.22.31267
Landbanken A/S
Youngsgate 11, Oslo 1

ITALY

Agenor Brussel, C/estero n°
8888, Co Credito Italiano
Piazza Cordusio 2, Milano

UNITED KINGDOM

By cheque to agenor
37, Brondesbury Road,
London N.W. 5

OTHER COUNTRIES

a/c n° 210-0099100-18
Société Générale de Banque S.A.
Montagne du Parc 3, 1000 Brussels

To **agenor**, 13 rue Hobbema, Bruxelles 1040, Belgium

- I subscribe for 10 issues, from no ... I enclose/
I will pay to you a/c the sum of/
Send me a bill.
- Send me details of the **agenor** cooperative:
- I will help to make **agenor** known in ...

Name :

Address :

Tel. no. :

NB (for subscribers). Please note my new address,
given above.

CONTRE L'EUROPE DES TRUSTS

**L'EUROPE DES
TRAVAILLEURS**



C'EST

(BEAUCOUP)

PLUS SUR!